



Et maintenant le 13 juin !

Pour l'emploi, les salaires, les services publics

Après les fortes mobilisations du 29 janvier, du 19 mars et du 1er mai, les salariés, les privés d'emploi, les retraités, ont répondu le 26 mai à l'appel des huit confédérations syndicales en participant aux multiples initiatives interprofessionnelles, montrant ainsi leur volonté d'ancrer la mobilisation sur tout le territoire et dans la durée tant que le gouvernement n'engagera pas des négociations sur leurs revendications portées depuis des mois.

Malgré un contexte unitaire compliqué, **des milliers d'agents de la DGFIP se sont inscrits dans une nouvelle journée de grève**, ont répondu présents aux rassemblements avec les salariés du secteur privé particulièrement touchés par la crise (dans les Pyrénées-Atlantiques, les Bouches-du-Rhône, le Morbihan, en Haute-Garonne, le Nord...), devant le MEDEF, les préfectures, les administrations. A Paris, une conférence de presse devant la Bourse et un rassemblement devant la Recette générale des finances ont été organisés.

Sur plusieurs sites, ils ont participé à des pique-niques, à des distributions de tracts au public, recevant un soutien important des usagers pour la défense du Service public (dans l'Ain, la Vienne, l'Aisne, à Paris-Ouest, en Dordogne...).

Après les nombreuses actions locales organisées lors des « grand-messes » orchestrées par l'administration, c'est un nouveau message au ministre et au directeur général, contre les choix politiques mis en œuvre dans le cadre de la réforme de nos administrations. Les agents dénoncent cette fusion et les conditions de sa mise en œuvre, les 7 000 suppressions d'emploi d'ores et déjà annoncées pour trois ans qui conduiront, inéluctablement, à accentuer la souffrance au travail, à fragiliser nos missions de Service public rendu aux usagers et aux collectivités.

Et pour les fonctionnaires, les mauvais coups sont encore à venir d'ici l'été, avec la possibilité de **généralisation de la Prime e Fonction et de Résultat (PFR)** et l'examen du projet de **loi mobilité**, aggravant encore les attaques contre les droits et garanties des personnels.

Plus que jamais, **les personnels doivent se faire entendre et obtenir l'ouverture de négociations :**

- pour la défense de l'emploi public et des Services publics de qualité et de proximité sur tout le territoire ;
- pour une véritable revalorisation des salaires et la pleine reconnaissance des qualifications, impliquant le retrait de la PFR ;
- pour résorber la précarité et améliorer les garanties collectives de tous les salariés ;
- et exiger le retrait du projet de loi mobilité.

Plus que jamais, le Directeur général doit revoir sa conception du dialogue social qui ne laisse aucune place aux agents et à leurs représentants tentant même d'empêcher l'intervention de la CGT sur l'ensemble des services de la DGFIP.

Le SNT-CGT et le SNADGI-CGT appellent l'ensemble des agents de la DGFIP :

- à se réunir en assemblée générale pour débattre des revendications et décider dans l'unité la plus large des suites de la mobilisation ;
- à poursuivre toutes actions dans le cadre des « grand-messes » et dans les services afin d'amplifier la mobilisation à la DGFIP .
- à participer à toutes les initiatives locales interprofessionnelles et aux manifestations du 13 juin à l'appel des huit confédérations.

MANIFESTATION à METZ

10H place MAZELLE